

Questions orales

péquistes, je ne le sais pas. Mais nous, nous étions pour un droit de veto et c'est M. Lévesque qui n'a pas voulu avoir le veto.

Alors, quand on se lève pour parler comme ça! Et quant à la société distincte, à Charlottetown, nous avons voté pour.

• (1125)

Nous avons fait campagne pour la société distincte, comme M^{me} Frulla-Hébert. Oui, et ce sont les péquistes, c'est M. Parizeau, c'est M. Bouchard, c'est vous tous qui avez encore coulé ça, parce que vous voulez faire la séparation et tout est honnête pour faire la séparation, sauf de dire la vérité aux Québécois.

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, la société distincte dont parle le premier ministre n'est pas celle de l'entente originale du lac Meech, c'est celle du rapport Charest à la sauce Clyde Wells. «Thank you, Clyde», on s'en souvient, les effusions à la télévision. Le lac Meech original, le premier ministre a fait toute sa campagne au leadership contre ça et il a gagné, alors que le ministre des Finances a fait campagne pour le lac Meech et il a perdu à cause de ça. C'est ça que l'histoire nous enseigne.

Il faut en revenir à M^{me} Frulla, qui a fait une autre déclaration ce matin, et je la cite, encore une fois: «La culture, c'est le pouvoir de dépenser au fédéral selon ses priorités, qui dérange... il faut que le fédéral se retire et l'argent qu'il dépense, qu'il nous le donne pour qu'on l'administre nous-mêmes.» C'est clair, ça.

Le premier ministre est-il d'accord avec les propos de M^{me} Frulla, sa vice-présidente, et entend-il se retirer complètement du domaine de la culture, avec pleine compensation financière, comme le lui demande sa vice-présidente?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, quelle distorsion de l'histoire. L'entente du lac Meech, on parle de cela, les péquistes étaient contre. Vous étiez contre! Pourquoi nous reprochez-vous d'avoir été avec vous à cette époque?

Une voix: Vous étiez contre!

M. Chrétien (Saint-Maurice): Oui, mais vous étiez contre, vous aussi.

Alors, j'ai dit, à l'époque, que ce n'était pas satisfaisant, comme vous n'étiez pas satisfaits vous non plus. Et quand on a fait les corrections nécessaires et que c'est devenu Charlottetown, j'ai été pour, vous étiez encore contre. Alors, vous avez toujours été pour le progrès du Québec à l'intérieur du Canada? C'est ça votre problème, tandis que nous, nous voulons que le Québec fasse du progrès au Canada. Et encore, quand vous parlez de la culture, il y avait une proposition dans Charlottetown, et vous avez voté contre. Alors, honte à vous, vous êtes toujours contre. Seulement, les Québécois vont être pour rester au Canada, le 30 octobre, dans deux semaines.

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Bob Ringma (Nanaimo—Cowichan, Réf.): Monsieur le Président, mercredi après-midi, le ministre des Affaires étrangères a déclaré, à Washington, que le Canada allait contribuer à n'importe quelle force de l'OTAN dirigée par les États-Unis qu'on enverrait dans l'ancienne Yougoslavie.

Plus tard, le ministre de la Défense nationale a confirmé cet engagement, en précisant qu'il ne s'agirait pas d'un rôle de maintien de la paix. Ce sera plutôt une force de protection qui aurait un potentiel de combat.

Hier, cependant, le premier ministre et le gouvernement ont essayé de revenir sur leur engagement en affirmant qu'on n'avait pas encore établi la participation du Canada. Cela ne change rien au fait que les autorités américaines ont interprété ces déclarations comme un appui ferme à leurs plans.

Qu'a-t-on promis au gouvernement américain? Allons-nous envoyer des troupes? Et, chose plus importante, pourquoi n'a-t-on pas consulté le Parlement?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, l'initiative en cours pour établir une paix permanente en Bosnie devrait avoir l'appui de tout le monde. Les Américains semblent enfin disposés à agir. J'ignore s'ils seront en mesure d'envoyer des troupes, mais le président a dit qu'il enverrait 25 000 soldats là-bas.

Je me suis entretenu, il y a quelques jours, avec le premier ministre de la Grande-Bretagne qui m'a dit qu'il allait lui aussi envoyer des troupes sur place. Le président de la France m'a déclaré la même chose. Pour ma part, j'ai précisé que nous envisagions d'être présents sur place.

J'ai dit à la Chambre qu'avant de prendre une décision finale, nous tiendrions un débat à la Chambre. Nous devons tout d'abord nous entretenir avec les intéressés pour savoir ce qu'ils souhaitent et connaître le type de rôle qu'ils veulent nous confier, mais rien n'a été décidé pour l'instant. Nous soumettrons la question à la Chambre des communes. C'est la première fois dans l'histoire du Parlement que nous avons un débat avant qu'une décision finale de ce genre ne soit prise.

Nous avons le droit de nous entretenir avec les gens qui nous demandent d'être sur place. Nous ne pouvons agir dans le vide. Il y aura probablement une autre volte-face. Pendant des mois, ils ont tous appuyé la présence de troupes en Bosnie. Cependant, hier, ils ont déclaré qu'ils n'allaient pas voter en faveur de cette mesure. Ils y ont souscrit tout le temps alors qu'ils voulaient se faire du capital politique. Ils essaient maintenant de voir de quel côté souffle le vent, et je ne serais pas surpris qu'ils fassent volte-face à nouveau.

• (1130)

M. Bob Ringma (Nanaimo—Cowichan, Réf.): Monsieur le Président, nous parlons de consultations avant que des engagements ne soient pris.

Les libéraux ont oublié depuis longtemps les promesses contenues dans leur livre rouge. Ils s'étaient engagés à ne pas toujours